

L'ACTION D'EXTERMINATION.
=====

Quelques jours déjà avant le "transfert" (Umsiedlung) - désignation officielle de l'extermination de la population juive - des initiés et des cercles bien informés savaient que tous ceux qui ne travaillaient pas dans une entreprise allemande étaient en danger, et devraient probablement quitter Varsovie. Un jeune avocat de mes amis, employé au Secrétariat du Service d'ordre juif, m'avertit un samedi, 2 jours avant le début du "transfert" qu'il fallait à tout prix se procurer un certificat prouvant qu'on travaillait dans une fabrique allemande. Il ne me donna aucune précision, insistant toutefois sur l'extrême importance de ce document.

En compagnie de l'ami chez qui je logeais, je me rendis aussitôt dans une fabrique allemande, dont je savais qu'elle embauchait encore. On y réparait des toiles et des uniformes. L'entreprise comprenait deux grandes salles: dans l'une d'elles, il y avait une centaine de machines à coudre, de différents modèles; dans l'autre, on assortissait les toiles. A la porte du bureau, cet avis: "On embauche des tailleurs possédant leur propre machine à coudre". Quoique nous ne fussions tailleurs ni l'un ni l'autre, nous entrâmes. Avant la guerre, mon ami avait été propriétaire associé d'une fabrique de toile et était un spécialiste en cette matière. Deux Allemands se trouvaient dans le bureau, un homme d'un certain âge et une jeune femme. J'exposai notre requête; peut-être l'homme fut-il surpris d'entendre parler en bon allemand, car il me répondit amicalement. Il semblait même content d'avoir trouvé un spécialiste et confia aussitôt un poste de contremaître à mon ami. Quant à moi, il m'engagea comme ouvrier non-qualifié, ajoutant toutefois qu'au besoin, il me chargerait de travaux de bureau. Il ne pouvait m'employer officiellement au bureau, ignorant si un Juif était autorisé à y travailler. Il nous expliqua la position juridique de son entreprise: "Nous dépendons du 'Rüstungskommando' (commandement de l'armement), district militaire de Varsovie, et travaillons exclusivement pour l'armée, avec interdiction absolue d'exécuter n'importe quelle commande privée. Nous transmettons la liste des ouvriers embauchés à l'inspecteur Ziegler, de l'Office du travail; cet organisme a la haute main sur ces ouvriers en tant que travailleurs de l'industrie des armements, mais ne peut disposer d'eux ailleurs sans le consentement du 'Rüstungskommando'. Je vous remets maintenant une attestation provisoire de ma maison, certifiant que vous y êtes employés; vous laissez vos cartes d'identité à ma secrétaire; elle y inscrira votre occupation et les enverra à l'Office du Travail, qui les munira de son estampille. Comme nous avons reçu l'ordre de monter ces ateliers à titre d'essai, et que nous ignorons s'ils seront rentables, nous n'embaucherons plus personne. Lundi, nous enverrons la liste définitive de nos 200 ouvriers au 'Rüstungskommando'".

Tout était clair, évident. Le vieil homme nous parut très sympathique. Il ne nous avait pas traités avec mépris, ainsi que les Allemands nous y avait accoutumés. Il portait l'insigne du parti nazi à la boutonnière. En notre présence, il salua un interlocuteur au téléphone par un "Heil Hitler". La secrétaire, elle aussi, fut très cordiale, nous appelant "Messieurs"; elle rédigea pour nous deux attestations, sur papier à en-tête. "Etes-vous mariés? nous demanda-t-elle. Si c'est le cas, je vous donne aussi des attestations pour

L'ACTION D'EXTERMINATION.

Quelques jours déjà avant le "transfer" (Umsiedlung) - désigna-
 tion officielle de l'extermination de la population juive - des mi-
 lices et des cercles bien informés savaient que tous ceux qui ne tra-
 vaillaient pas dans une entreprise allemande étaient en danger, et
 devaient probablement quitter Varsovie. Un jeune avocat de mes amis,
 employé au Secrétariat du Service d'ordre juif, m'avertit un samedi
 jours avant le début du "transfer" qu'il fallait à tout prix se
 procurer un certificat prouvant qu'on travaillait dans une fabrique
 allemande. Il ne me donna aucune précision, insistant toutefois sur
 l'extrême importance de ce document.

En compagnie de l'amie chez qui je logeais, je me rendis aussi-
 tôt dans une fabrique allemande, dont je savais qu'elle employait
 encore. On y réparait des toiles et des uniformes. L'entreprise com-
 mençait deux grandes salles: dans l'une d'elles, il y avait une cen-
 taine de machines à coudre, de différents modèles; dans l'autre, on
 raccommodait les toiles. A la porte du bureau, cet avis: "On emba-
 use des tailleurs possédant leur propre machine à coudre". Quelque
 jours ne fusions tailleurs ni l'un ni l'autre, nous entrâmes. Avant
 la guerre, mon ami avait été propriétaire associé d'une fabrique de
 toiles et était un spécialiste en cette matière. Deux Allemands se
 trouvaient dans le bureau, un homme d'un certain âge et une jeune
 femme. L'exposé de notre requête; peut-être l'homme fut-il surpris
 d'entendre parler en bon allemand, car il me répondit amicalement.
 Il semblait même content d'avoir trouvé un spécialiste et confia au-
 rait un poste de contremaître à mon ami. Quant à moi, si m'engage-
 rait un ouvrier non-qualifié, ajoutant toutefois qu'au besoin, il me
 chargerait de travaux de bureau. Il ne pouvait m'employer officielle-
 ment au bureau, ignorant si un Juif était autorisé à y travailler. Il
 nous expliqua la position juridique de son entreprise: "Nous dépendons
 du 'Rustungskommando' (commandement de l'armement), district militai-
 re de Varsovie, et travaillons exclusivement pour l'armée, avec in-
 terdiction absolue d'exécuter n'importe quelle commande privée. Nous
 remettons la liste des ouvriers embauchés à l'inspecteur Sieglar,
 l'Office du travail; cet organisme a la haute main sur nos ouvriers
 et tant que travaillions de l'industrie des armements, mais ne peut
 employer d'eux ailleurs sans le consentement du 'Rustungskommando'.
 Je vous remettrais maintenant une attestation provisoire de ma maison,
 certifiant que vous y êtes employés; vous laissez vos cartes d'iden-
 tité à ma secrétaire; elle y inscrit votre occupation et les envoya
 à l'Office du travail; elle y inscrit votre occupation et les envoya
 vous reçu l'ordre de monter ces ateliers à titre d'essai, et que
 nous ignorons s'ils seront rentables, nous n'embaucherons
 que personnel. Lundi, nous enverrons la liste définitive de nos 200
 ouvriers au 'Rustungskommando'."

Tout était clair, évident. Le vieux homme nous parut très sym-
 pathique. Il ne nous avait pas traités avec mépris, ainsi que les Al-
 lemands nous y avait accoutumés. Il portait l'insigne du parti nazi
 la boutonnière. En notre présence, il salua un interlocuteur au
 téléphone par un "Heil Hitler". La secrétaire, elle aussi, fut
 très cordiale, nous appelant "Messieurs"; elle rédigea pour nous deux
 attestations, sur papier à en-tête. "Êtes-vous mariés? nous deman-
 dait-elle. Si c'est le cas, je vous donne aussi des attestations pour

vos femmes . C'est préférable; ces chiffons de papier peuvent se révéler utiles: on ne sait jamais..."

L'homme s'adresse à mon ami: "Vous, donc, vous venez lundi matin et prenez le contrôle du travail dans la salle des machines. Il ne vous faut pas presser le travail, nous disposons de longs délais de livraison; l'important, c'est que les machines marchent sans arrêt et que tout paraisse extérieurement en ordre. Car nous attendons une commission: le chef du "Rüstungskommando", le major Hassler, passe assez souvent par ici. Et vous, me dit-il, il est inutile que vous veniez déjà lundi, nous vous aviserons, lorsque nous avons besoin de vous. Vous avez votre attestation, c'est le principal!" Le secrétaire nous remit les papiers et nous primes congé.

Dans l'escalier, je parcourus le texte de l'attestation: " Nous certifions que le Juif est employé comme tailleur dans nos ateliers. Notre maison appartient à la catégorie A des entreprises d'armement. Nous travaillons exclusivement pour la Wehrmacht, "Rüstungskommando", district militaire de Varsovie. L'ouvrier surnommé ne doit pas être employé ailleurs sans le consentement préalable du "Rüstungskommando". Heil Hitler! (Sceau de l'entreprise)".

Nous nous regardâmes, déconcertés. Quelque chose ne jouait pas. L'insigne du parti qu'arborait cet homme dans le bureau, le "Heil Hitler!" pendant la conversation téléphonique, tout cela était pourtant en contradiction complète avec son comportement amical à notre égard, avec les attestations qu'il nous avait octroyées. Plus tard, nous eûmes l'explication. Cet Allemand était revenu d'Amérique du Sud peu avant la guerre. Il avait vécu 30 ans à l'étranger. L'adhésion au parti nazi lui était indispensable pour pouvoir vivre. Il la reconnut plus tard et se reprocha sa stupidité d'avoir quitté l'Amérique. Ses 3 fils appartenaient au SD (Sicherheitsdienst = service de sûreté); "pour ne pas aller au front" - disaient-ils. L'un d'eux servait dans le SD de Varsovie, comme interprète, mais était en contact avec la Résistance Polonaise. Il était marié à une Polonaise, ce que, bien entendu, la direction du SD devait ignorer: car il était formellement interdit à un Allemand, et tout spécialement à un agent de la Gestapo, d'épouser une femme non-allemande. Son activité clandestine fut découverte par la suite, et il ne dut qu'au hasard d'échapper à l'arrestation. Il se cacha même quelques jours dans le Ghetto, d'où la Résistance polonaise l'emmena vers un autre refuge.

Ironie du sort! Je devais rencontrer le vieil homme, 10 mois plus tard, dans la prison du "Pawiak", à Varsovie. On l'accusait d'être un "Judenfreund", un ami des Juifs, par ce qu'il avait boycotté l'ordonnance des SS, lui enjoignant de recommander à ses employés juifs le "transfert volontaire dans un camp de travail". On le menaçait du camp de concentration. En prison, nous maintînmes contact; je lui envoyais des cigarettes et du pain. Il m'écrivit, à l'intérieur d'une boîte de cigarettes: "Mon cher, si vous sortez de cet enfer, transmettez au monde ce que j'ai déclaré à la gestapo, lors de mon interrogatoire. Je le paierai de ma tête, mais je n'ai pu agir autrement. Aujourd'hui, c'est une honte d'être Allemand. Le sang de femmes et d'enfants que j'ai couler dans le Ghetto, ce sang crie vengeance!".

vu

Lundi matin, j'accompagnai Léon -l'ami chez qui je logeais à la fabrique. Nous habitions à l'angle des rues Smocza et Gesia. En approchant de la rue Leszno - le centre du Ghetto - et de la porte située à l'angle des rues Leszno et Zelazna, nous aperçûmes des troupes pénétrant par cette porte dans le Ghetto. Nous reconnûmes les fameux "Junaken" - anciens citoyens polonais d'origine allemande - les "Volksdeutsche" - ainsi que les SS ukrainiens et lettons en uniformes noirs. Quelques SS-Sturmführers et Scharführeres les conduisaient.

Une terreur folle s'empara de tous les gens dans la rue. Tout le monde s'enfuit; on se cacha dans les maisons, en verrouillant les portes d'entrée. Nous attendîmes derrière une porte le passage de la colonne. Mais comme on n'entendait pas de coups de feu et que les quelques passants restés dans la rue n'avaient pas été inquiétés, on se hasarda à sortir des cachettes. Léon poursuivit sa route vers la fabrique, tandis que je retournai précipitamment à la maison, auprès des femmes et des enfants. Mais je ne pouvais tenir en place, il me fallait absolument apprendre ce qui s'était passé. Le secrétariat du service d'ordre juif devait certainement être au courant. Il faut que je me rende chez mon ami qui y travaille. Les rues étaient noires de monde. Les gens couraient de tous côtés, le visage pâle, les yeux apeurés. Des connaissances m'arrêtèrent; partout stationnaient de petits groupes; on questionnait, on discutait: "Dans quel but ces troupes sont-elles entrées dans le Ghetto? La rumeur des "40 jours" va-t-elle se confirmer? Est-ce le début de la catastrophe?"

La milice juive parcourait les rues, en rangs serrés. Un milicien de ma connaissance que j'interrogeai, ne put me donner de réponse précise; il savait seulement que tous les membres du service d'ordre devaient se mettre à la disposition du commandement, à des fins inconnues.

Des voitures de la gestapo sillonnaient les rues. Nous y reconnûmes au passage quelques personnalités juives de marque. Comme une trainée de poudre, la nouvelle se répandit que des médecins connus et de hauts fonctionnaires du Judenrat (Conseil Juif) avaient été arrêtés comme otages et conduits à la prison du Pawiak par la gestapo.

Je réussis enfin à atteindre mon ami du secrétariat de la milice juive. Il me donna les précisions suivantes:

"A 7 heures du matin, 3 automobiles étaient arrivées, montées par 3 Sturmführer et 5 Scharführer des SS. Le Secrétariat reçut l'ordre de convoquer immédiatement tous les chefs de la milice. Ceux-ci, à leur tour, durent mobiliser tous leurs hommes. Les SS déclarèrent que le service d'ordre juif était placé sous leur commandement et devait se tenir à leur disposition. Un groupe de miliciens a immédiatement été envoyé au "centre de rassemblement pour le transfert", à la place Stawki, pour y prendre son service; ce groupe est déjà parti. Tous les autres attendent ici, dans la cour. Nous ignorons la tâche dont on nous chargera. Il est clair pour chacun, toutefois, que la situation empire. Personne ici ne connaît ces 8 hommes. Ils n'appartiennent pas à la gestapo de Varsovie, mais viennent de Lublin. Nous avons reçu l'ordre de faire évacuer l'immeuble Nr.103 de la Zelaznastrasse, qu'ils ont choisi pour leur résidence, et de le pourvoir de meubles neufs, de tapis et de tableaux. L'ordre est signé: Obersturmführer de SS Michelson. Le sceau comporte le texte que voici: le commandant du SD, SS et de police Reinhardt, district de Lublin. Nos chefs sont certainement déjà informés, mais nous n'avons pas la moindre idée de quoi il s'agit. Ils en conférence sont

lundi matin, l'accommodant Léon - l'ami chez qui je logeais à la
 boutique. Nous habitons à l'angle des rues Smolska et Gato. En appro-
 chant de la rue Leszno - le centre du Ghetto - et de la porte atten-
 dant par cette porte dans le Ghetto. Nous aperçûmes des troupes de
 "Juden" - soldats citoyens polonais d'origine allemande -
 "Volksdeutsch" - ainsi que les SS ukrainiens et lettons en unifor-
 me noir. Quelques SS-Sturmtruppen et Schütztruppen les conduisaient.

Une terreur folle s'empara de tous les gens dans la rue. Tout le
 monde s'enfuit; on se cacha dans les maisons, en verrouillant les portes
 entrées. Nous attendîmes derrière une porte le passage de la colonne.
 Comme on n'entendait pas de coups de feu et que les quelques pas-
 sants restés dans la rue n'avaient pas été inquiétés, on se hasarda à
 sortir des échoppes. Léon poursuivit sa route vers la fabrique, tandis
 que je retournai précipitamment à la maison, auprès des femmes et des
 enfants. Mais je ne pouvais tenir en place, il me fallait absolument
 prendre ce qui s'était passé. Le secrétaire du service d'ordre Juff
 avait certainement été au courant. Il faut que je me rende chez mon
 père qui y travaille. Les rues étaient noires de monde. Les gens cou-
 raient de tous côtés, le visage pâle, les yeux égarés. Des connais-
 sances m'arrêtaient; partout stationnaient de petits groupes; on ques-
 tionnait, on discutait: "Dans quel but ces troupes sont-elles entrées
 dans le Ghetto? Le rumour des '40 jours' va-t-elle se confirmer? Est-
 ce le début de la catastrophe?"

La milice juive parcourait les rues, en rangs serrés. Un milicien
 de ma connaissance que j'interrogeai, ne put me donner de réponse pré-
 cise; il savait seulement que tous les membres du service d'ordre de-
 vaient se mettre à la disposition du commandement, à des fins inconnues.

Des voitures de la gestapo sillonnaient les rues. Nous y reconnûmes
 à passage quelques personnes juives de marque. Comme une trentaine
 de fonctionnaires du Judenrat (Gonsei Juff) avaient été arrêtés comme
 suspects et conduits à la prison du Powisk par la gestapo.

Je restais enlinstant mon ami du secrétaire de la milice
 juive. Il me donna les précisions suivantes:
 "A 7 heures du matin, 3 automobiles étaient arrivées, montées par
 Schütztruppen et SS. Le secrétaire reçut l'ordre de
 rassembler immédiatement tous les chefs de la milice. Ceux-ci, à leur
 tour, furent mobilisés tous leurs hommes. Les SS déclarèrent que la
 milice d'ordre Juff était placée sous leur commandement et devait se
 tenir à leur disposition. Un groupe de miliciens a immédiatement été
 envoyé au "centre de rassemblement pour le transfert", à la place Star-
 owa, pour y rendre son service; ce groupe est déjà parti. Tous les sur-
 vivants attendent ici, dans la cour. Nous ignorons la tâche dont on nous
 chargera. Il est clair pour chacun, toutefois, que la situation empirera.
 Personne ici ne connaît ces 8 hommes. Ils n'appartiennent pas à la ges-
 tapo de Varsovie, mais viennent de Lublin. Nous avons reçu l'ordre de
 leur leur résidence, et de leur fournir de multiples renseignements et de
 leur leur. L'ordre est donné; Obersturmführer de SS Michaelson. Le secour-
 porte le texte que voici: le commandant du SD, SS et de police Rein-
 stadt, district de Lublin. Nos chefs sont certainement déjà informés.
 Mais nous n'avons pas la moindre idée de quoi il s'agit. Ils en contiennent
 sont

en ce moment. Repasse plus tard! Je m'arrangerai pour apprendre les décisions des chefs. Ici, tout le monde a perdu la tête. D'après les visages de nos chefs, il semble que cela aille très mal".

Je cours à la fabrique. Peut-être Léon sait-il quelque chose? La cour de la fabrique était noire de monde. Devant le bureau stationnaient de longues "queus". Je me fraie un chemin, grâce à mon "Ausweis" (attestation). Personne ne sait rien de précis non plus, à la fabrique. Une confusion extrême y règne. Je suis assailli de questions: que se passe-t-il en ville? Chacun craint pour sa famille restée à la maison. Mais il ne peut sortir d'ici: il lui faut obtenir la fameuse attestation, qui est - semble-t-il - si importante que tous les hommes du Ghetto se sont précipités dans les fabriques allemandes. Léon et moi, après délibérations, décidons d'amener femmes et enfants ici, à la fabrique: c'est ce qu'il y a de mieux à faire. Mais est-il permis d'introduire des enfants dans une entreprise travaillant pour l'armée? Nous prenons notre courage à deux mains, frappons à la porte du directeur et lui demandons l'autorisation pour les enfants. "Malheureusement, cela ne va pas pour les enfants, répond-il. Si une commission survient, que pourrais-je lui dire au cas où elle trouverait des enfants dans mes ateliers? Les femmes peuvent venir, car elles sont inscrites sur nos listes. Je regrette beaucoup pour les enfants, mais je n'y puis rien".

"Mais, Monsieur le Directeur, nous ne pouvons pourtant pas laisser les enfants seuls à la maison! Les SS sont dans le Ghetto!"

- "Oui, je vous comprends très bien. Mais cela n'ira pas jusque là; les enfants ne courent aucun danger: personne ne s'attaquera à des enfants! Enfin, amenez-les ici et confiez-les au gardien: ils peuvent rester chez lui".

Nous remercions le directeur. Je cours à la maison pour prendre les femmes et les enfants.

La fabrique est située dans le "Petit Ghetto", relié au "grand" par un pont qui enjambe la rue "aryenne" de Chlodna. Notre appartement se trouve tout à l'autre extrémité du Ghetto, et il faut une heure de marche pour s'y rendre.

Les rues ont totalement changé d'aspect. Tous les magasins sont fermés. Les gens courent, comme frappés de folie. Je passe devant l'hôpital; des "miliciens" juifs et des SS le cornent. Une trentaine de "rikschas" (Vélotaxis) stationnent devant le bâtiment. Les infirmiers descendent les grands malades sur des civières et les installent sur les "rikschas". J'apprends que l'hôpital est "transféré": on amène tous les malades au "centre de rassemblement".

En cours de route, je croise des voitures bondées d'êtres faméliques, en haillons, qu'on vient de sortir des "Punkten" (ainsi appelait-on les asiles de pauvres, dans le Ghetto). Les voitures étaient entourées de "miliciens", surveillés par des SS.

Plus loin, une colonne de quelques centaines d'hommes et de femmes, portant l'étoile jaune: des Juifs allemands et tchèques. Un char les suit, où l'on a entassé leurs valises. Combien de fois déjà les a-t-on entraînés ainsi? Ils ne se doutent pas que c'est là leur dernier voyage. Les SS jouent la comédie jusqu'au bout avec les Juifs allemands: ils

juive totale. Toutes ces nouvelles proviennent de source sûre, de personnes compétentes qui sont en contact avec les autorités allemandes.

en ce moment, Repensez plus tard! Je m'arrangerai pour appréhender les
détails des chefs, loi, tout le monde a perdu la tête. D'après les
chances de nos chefs, il semble que cela aille très mal."

Je cours à la fabrique. Peut-être Leon sait-il quelques choses?
Le cours de la fabrique était noire de monde. Devant le bureau station-
nent de longues "quena". Je me fraie un chemin, grâce à mon "Anawala"
(attestation). Personne ne sait rien de précis non plus, à la fabrique.
La confusion extrême y règne. Je suis assailli de questions: que se
passe-t-il en ville? Chacun craint pour sa famille restée à la maison.
Mais il ne peut sortir d'ici: il lui faut obtenir la fameuse attesta-
tion, qui est - semble-t-il - si importante que tous les hommes du
pays se sont précipités dans les fabriques allemandes. Leon et moi,
après délibérations, décidons d'amener femmes et enfants ici, à la fab-
rique: c'est ce qu'il y a de mieux à faire. Mais est-il permis d'intro-
duire des enfants dans une entreprise travaillant pour l'armée? Nous
prenons notre courage à deux mains, frappons à la porte du directeur
et lui demandons l'autorisation pour les enfants. "Malheureusement,
cela ne va pas pour les enfants, répond-il. Si une commission survient,
je pourrais-je lui dire en cas on elle trouverait des enfants dans
les ateliers? Les femmes peuvent venir, car elles sont inscrites sur
les listes. Je regrette beaucoup pour les enfants, mais je n'y puis
rien."

"Mais, Monsieur le Directeur, nous ne pouvons pourtant pas laisser
les enfants seuls à la maison! Les SS sont dans le Ghetto!"
"Oui, je vous comprends très bien. Mais cela n'a pas grande importance
pour les enfants ne courent aucun danger: personne ne s'attachera à des en-
fants! Enfin, amenez-les ici et confiez-les au gardien: ils peuvent
attendre chez lui."

Nous remercions le directeur. Je cours à la maison pour prendre
les femmes et les enfants.

La fabrique est située dans le "Petit Ghetto", relié au "Grand"
par un pont qui enjambe la rue "aryenne" de Chloana. Notre appartement
se trouve tout à l'autre extrémité du Ghetto, et il faut une heure de
marche pour s'y rendre.

Les rues ont totalement changé d'aspect. Tous les magasins sont
fermés. Les gens courent, comme frappés de folie. Je passe devant l'hô-
pital; des "miliciens" sont et des SS le serment. Une trentaine de
"miliciens" (Vélocistes) stationnent devant le bâtiment. Les infirmiers
descendent les grands malades sur des civières et les installent sur
des "miliciens". J'apprends que l'hôpital est "transféré": on amène tous
les malades au "centre de rassemblement".

En cours de route, je croise des voitures bordées d'êtres famé-
liques, en halions, qu'on vient de sortir des "Punkton" (c'est-à-dire appelés
à la suite de preuves, dans le Ghetto). Les voitures étaient entour-
ées de "miliciens", surveillés par des SS.

Plus loin, une colonne de quelques centaines d'hommes et de femmes
partent l'école juive: des Juifs allemands et tchèques. Un char les
suit, on l'on a entrassé leurs valises. Comme de fois déjà les a-t-on
trouvés ainsi? Ils ne se doutent pas que c'est là leur dernier voyage.
Les SS jouent la comédie juqu'à ce qu'ils aient les Juifs allemands: ils

leur transportent même leurs bagages jusqu'au centre de rassemblement.

A la maison, nous remplissons nos "rucksacs" du strict nécessaire, abandonnant tout ce qui nous était encore resté de nos biens d'avant-guerre. Jamais plus, nous n'avons revu notre appartement.

Sur le chemin de retour, les mêmes scènes. Des colonnes sans fin de véhicules chargés de pauvres gens, de "rikschas" transportant des malades. Partout des SS, l'arme à la main prêts à faire feu; comme si ces misérables et ces malades eussent pu s'échapper! Les SS armés jusqu'au dents faisaient un effet ridicule, à côté de ces vieillards et de ces enfants, à côté de ces malheureuses créatures.

De la rue Dzielna déboucha une colonne de quelques centaines d'hommes, comprenant très peu de femmes, sous forte escorte de SS armés de fusils. Nous apprenons que ce sont les détenus de la prison juive. Personne ne s'est encore posé la question: comment est-il possible que soient maintenant transférés dans un camp tous ces détenus, qui n'avaient sans cela jamais été libérés, étant condamnés à mort pour la plupart? Et que vont faire dans un camp les malades gravement atteints, ceux qui viennent d'être opérés et qui ne doivent pas être touchés, ceux que dévore la fièvre? Et ces pauvres enfants affamés? Ils ne vont pourtant pas tous dans un camp. C'est cela, l'Arbeitseinsatz" le "travail obligatoire" à l'est? - Mais, dans ces jours terribles, on ne réfléchissait pas, la logique était absente. Tous avaient perdu la tête, même les plus raisonnables.

Les gens que l'on conduisait au "centre de rassemblement" sur des "rikschas", des chars ou en groupes de quatre, gardaient un silence lugubre. Pas un mot, pas un pleur.

Seuls les SS tiraient çà et là, surtout dans les fenêtres; comme si, à ce moment-là déjà, ils avaient pressenti le danger qui les menaçait de derrière ces fenêtres... Ce ne fut que 9 mois plus tard...

L'"action" se déroulait donc dans le "Grand Ghetto". De l'autre côté du pont, tout est calme. La population du "Petit Ghetto" stationne dans la rue. Nous pouvons à peine nous frayer un chemin. Tous nous posent les mêmes questions: savons-nous le temps que cela durerait, le lieu où l'on emmenait les "transférés", leur nombre.

De l'avis général, la déportation ne concerne que les vieux et les malades; les hommes et les femmes aptes au travail ne seront pas touchés par cette mesure, car pourquoi avait-on alors embauché partout de nouveaux travailleurs?

Quelqu'un prétend savoir que le "Judenrat" a reçu des SS l'autorisation de monter des ateliers pour 100.000 hommes. Des firmes privées mettent tout le nécessaire à sa disposition: machines, matières premières, argent. Les autorités allemandes n'ont qu'à distribuer les ordres; le "Rüstungskommando" a des commandes en suffisance à passer, de quoi occuper toute la population apte au travail. Le "transfert" n'entrerait donc en ligne de compte que pour 10 à 12 % de la population juive totale. Toutes ces nouvelles proviennent de source sûre, de personnes compétentes qui sont en contact avec les autorités allemandes.

leur transportent même leurs bagages jusqu'au centre de rassemblement.
A l'occasion, nous remplissons nos "trucks" du style nécessaire
pour tout ce qui nous était encore resté de nos biens d'avant-
guerre. Mais plus, nous n'avons rien de notre appartement.

Sur le chemin de retour, les mêmes scènes. Des colonnes sans fin
de véhicules chargés de preuves pour les "trucks" transportent des
malades. Partout des SS, l'arme à la main prêts à faire feu; comme si
des malades et des malades ensemblaient par s'écarter. Les SS armés
s'agrippent à l'arrière, à côté de ces vieillards
et de ces enfants, à côté de ces malheureuses créatures.

De la rue Babelin débouche une colonne de quelques centaines
d'hommes, comprenant très peu de femmes, sous forte escorte de SS ar-
més de fusils. Nous apprenons que ce sont les détenus de la prison juive.
Personne ne s'est encore posé la question: comment est-il possible
qu'ils soient maintenant transférés dans un camp pour ces détenus, qui
devraient sans cela être libérés, étant condamnés à mort pour la
Pologne? Et que vont faire dans un camp les malades gravement atteints
ceux qui viennent d'être opérés et qui ne doivent pas être touchés?
Et ces preuves enfantines affirmées? Les ne vont
pourrir pas tous dans un camp. C'est cela, l'Arbeitsschutz, le "pro-
tégé obligatoire" à l'Est? Mais, dans ces jours terribles, on ne réfléchit
pas, la logique était absente. Tous avaient perdu la tête,
même les plus rationnelles.

Les gens que l'on conduisait au "centre de rassemblement" sur des
"trucks", des chars ou en groupes de quatre, entraient au silence
stupide. Pas un mot, pas un pleur.

Seuls les SS tiraient de et là, surtout dans les forêts; comme
à ce moment-là déjà, ils avaient pressenti le danger qui les men-
çait de derrière ces fenêtres... Ce ne fut que 9 mois plus tard...

L'"action" se déroulait donc dans le "Grand Ghetto". De l'autre
côté du pont, tout est calme. La population du "Petit Ghetto" attendait
dans la rue. Nous pouvons à peine nous frayer un chemin. Tous nous por-
tons les mêmes questions: savons-nous le temps que cela durera? Le
lien où l'on emmène les "transférés", leur nombre.

De l'autre côté, la déportation ne concerne que les vieux et
les malades; les hommes et les femmes aptes au travail ne seront pas
touchés par cette mesure, car pourquoi sortir-on alors empaquetés partout
de nouveaux travailleurs?

Quelqu'un prétend avoir vu le "Lager" à l'ouest des SS l'autorité
action de monter des ateliers pour 100.000 hommes. Des firmes privées
montent tout le nécessaire à sa disposition: machines, matières pre-
mières, argent. Les autorités allemandes n'ont qu'à distribuer les
ordres; le "Wirtschaftskommando" a des commandes en suffisance à passer.
de quoi couvrir toute la population apte au travail. Le "transport"
n'entraine donc en ligne de compte que pour 10 à 15 % de la population
totale. Toutes ces nouvelles proviennent de sources sûres, de per-
sonnes compétentes qui sont en contact avec les autorités allemandes.

Dans la rue, devant la tribune, s'alignaient de longues files de gens qui attendaient; le tour de la tribune regorgait quasi de monde; tous n'avaient qu'un but: le certificat d'embauche, seul salut possible.

Je place les enfants à l'abri chez le gardien, puis, suivi des femmes, je me dirige vers la tribune, où j'apprends que le directeur avait cherché. Je me présente aussitôt. Il y a du travail de bureau sur moi, la secrétaire seule n'y suffit plus. Je dois remplir les attestations pour les familles des ouvriers. Ceux-ci ne veulent pas faire leurs lettres seule à la maison. Le chef, lui, du "service d'ordre" a assigné au directeur, qui lui demandait par téléphone, que les femmes et enfants qui peuvent provoquer que leurs maris en périls travaillent dans une entreprise allemande, ne soient aucun danger en restant chez eux.

Le directeur me donne le texte de l'attestation: "Nous certifions que le Jull... est employé dans nos ateliers. Les membres de sa famille - dont, selon ordonnance du "Ratungskommando", district militaire de Varsovie, il est interdit de disposer sans le consentement de l'administration - sont:

- 1) Epouse née
- 2) Enfants

Nous certifierons également à la classe A des entreprises d'armement dépendant du chef du "Ratungskommando"

"Munis de cette attestation, pourriez le directeur, les familles peuvent rester en toute tranquillité à la maison. Vous pouvez donner l'assurance absolue à tous les ouvriers inscrits chez nous qu'aucun danger ne les menace, ni eux, ni leurs familles. Le chef, M. Jull, me l'a formellement certifié."

Deux heures après, j'ai terminé toutes les attestations; je distribue les signes. Les commissions les distribuent aux ouvriers, qui doivent maintenant retourner travailler chez eux. 250 hommes "blancs", deux, pourvus de papiers allemands pour eux et leurs familles!

Des milliers d'autres attendent avec impatience leur tour, devant les fabrications. Une seule pensée les anime tous: des papiers allemands. Il y a trop de monde. Le langage allemand, le seul muni de la "polix-gamé", le signifiant d'un fonctionnaire allemand du "Ratungskommando", le contrôle et la protection de hauts officiers de la Wehrmacht ont été exercés une suggestion énorme sur la masse. Qui peut se pourvoir de toutes ces "protections", n'a plus à craindre les SS. Ce sont les obstacles que les SS eux-mêmes ne peuvent surmonter; les nécessités économiques et militaires sont plus importantes que l'idéologie national-socialiste. La définition même de la conception national-socialiste du droit - "le droit, c'est ce qui nous est utile" - témoigne par la conservation de masses de gens après le travail. Que la machine d'armement allemande retire profit de cette masse, cela était prouvé par le niveau de la production dans les entreprises employant des ouvriers allemands, dont les performances étaient très certainement reconnues par la "Ratungskommando".

C'était ce que nous pensions au début des "transferts". Cet argument de notre utilité nous cachait le danger qui nous menaçait tous. Je ne veux nullement, par là, justifier l'attitude du "Judenrat" et de l'opinion publique en général, qui ont admis que 10 à 12 % de la population juive soient sacrifiés à la déportation. Je ne fais que traduire ce qui était la pensée de tout homme moyen, en ce mois de juillet 1942; on altérerait l'image de la véritable situation à ce moment-là, en rendant le "Judenrat" responsable d'avoir formellement consenti à ce "transfert" de malades et de vieillards.

Il m'est naturellement très difficile aujourd'hui de rendre l'atmosphère de ces premiers jours de la liquidation, atmosphère qui variait sans cesse, au gré des rumeurs nouvelles qui se répandaient. Tant que le contingent de 10.000 victimes environ, réclamé par le "Commando" d'extermination, fut prélevé dans les asiles de pauvres, de vieillards, dans les hôpitaux, les orphelins et les "appartements" en sous-sol, la grande masse de la population se sentit protégée par les "Ausweis" (certificats) allemands. Le 24 juillet encore, les nazis raflèrent tous les passants sans distinction et les menèrent au "centre de rassemblement, mais là, libérèrent les détenteurs d'attestations de firmes allemandes: tout le monde y vit la preuve flagrante que les Allemands n'envisageaient pas l'extermination de la population travailleuse. Même ceux qui avaient assisté sceptiques à la chasse aux "Ausweis", modifièrent leur opinion à la suite de cet événement et se précipitèrent eux-mêmes dans la grande foule des quêteurs de papiers allemands. Le lecteur tiendra peut-être pour incompréhensible le fait que je me sois étendu si longuement sur cette chasse aux documents; mais, pendant toute la période d'extermination de juillet à septembre 1942, rien n'était plus important qu'un "Ausweis", pourvu des estampilles les plus diverses.

Au début de l'action, nous ne comprenions pas que les Allemands employaient cette méthode à dessein, pour accrédi-ter dans la masse la certitude que la déportation ne concernait pas la population travailleuse. Les Allemands nous endormaient chaque jour avec un autre mensonge; chaque jour, ils inventaient une nouvelle estampille absolument indispensable. Ainsi les gens étaient constamment occupés à courir après ces chiffons de papier et ces estampilles, stationnaient des jours entiers, des nuits entières même, devant les fabriques allemandes, pour obtenir enfin le document qui signifiait leur propre salut et celui de leur famille. La petite entreprise où j'étais employé avait une concession pour 250 ouvriers; et chaque jour, des milliers de personnes s'annonçaient pour l'embauche. Une délégation d'ouvriers s'adressa au directeur, lui décrivit la situation, insistant sur le fait que, sans les "Ausweis" que réclamaient les SS, tout le monde était perdu; elle lui demanda instamment de tout entreprendre pour obtenir une augmentation de son contingent d'ouvriers.

Le lendemain, le directeur apporta l'heureuse nouvelle que, dans une assemblée des chefs d'entreprise allemands avec l'état-major de la commission de "transfert", il avait reçu l'autorisation d'embaucher 900 nouveaux ouvriers. Toutes les entreprises avaient obtenu des augmentations de contingents. A elles seules, les 3 plus grandes fabriques: Toebbens, Schultz et la fabrique de baraquements pour l'armée, avaient obtenu une augmentation totale de 40.000 ouvriers; familles comprises, c'était le salut pour 150.000 personnes!

C'était ce que nous pensions au début des "transferts". Cet argu-
 ment de notre utilité nous cachait le danger qui nous menaçait tous. Je
 veux nullement, par là, justifier l'attitude du "Judenrat" et de
 l'opinion publique en général, qui ont admis que 10 à 12 % de la popula-
 tion juive soient sacrifiés à la déportation. Je ne fais que traduire
 ce qui était la pensée de tout homme moyen, en ce mois de juillet 1942;
 à l'heure où l'image de la véritable situation à ce moment-là, en ren-
 tant le "Judenrat" responsable d'avoir formellement consenti à ce "trans-
 fert" de malades et de vieillards.

Il m'est naturellement très difficile aujourd'hui de rendre l'at-
 mosphère de ces premiers jours de la liquidation, atmosphère qui variait
 dans un grand nombre de nuances nouvelles qui se répandaient. Tant que le
 contingent de 10.000 victimes environ, réclamé par le "Commando" d'ex-
 terminations, fut prélevé dans les salles de parures, de vieillards, dans
 les hôpitaux, les orphelins et les "appartements en sous-sol", la grande
 masse de la population se sentit protégée par les "Answelta" (certificats)
 allemands. Le 24 juillet encore, les nazis raflèrent tous les passants
 dans la station et les menèrent au "centre de rassemblement", mais là,
 libèrent les détenus d'attentes de firmes allemandes: tout le
 monde y vit la preuve flagrante que les Allemands n'envisageaient pas
 l'extermination de la population travailluse. Même ceux qui avaient
 assisté, sceptiques à la chasse aux "Answelta", modifièrent leur opinion
 à la suite de cet événement et se précipitèrent eux-mêmes dans la grande
 file des demandeurs de papiers allemands. Le lecteur tiendra peut-être
 pour incompréhensible le fait que je me sois étendu si longuement sur
 cette chasse aux documents; mais, pendant toute la période d'extermi-
 nation de juillet à septembre 1942, rien n'était plus important qu'un
 "Answelta", pourvu des estampilles les plus diverses.

Au début de l'action, nous ne comprenions pas que les Allemands
 employaient cette méthode à dessein, pour accroître dans la masse ju-
 d'aïque que la déportation ne concernait pas la population travailluse.
 Les Allemands nous endormaient chaque jour avec un autre mensonge;
 chaque jour, ils inventaient une nouvelle estampille absolument indis-
 tinguable. Ainsi les gens étaient constamment occupés à courir après ces
 estampilles de papier et ces estampilles, stationnaires des jours entiers,
 se ruotaient même, devant les fabriques allemandes, pour obtenir
 enfin le document qui signifiait leur propre salut et celui de leur fa-
 mille. La petite entreprise où j'étais employé avait une concession pour
 10 ouvriers; et chaque jour, des milliers de personnes s'annonçaient
 pour l'embauche. Une déléguée d'ouvriers s'adressa au directeur, lui
 expliquant la situation, insistait sur le fait que, sans les "Answelta" que
 sollicitaient les SS, tout le monde était perdu; elle lui demanda instam-
 ment de tout entreprendre pour obtenir une augmentation de son contin-
 gent d'ouvriers.

Le lendemain, le directeur apporta l'heureuse nouvelle que, dans
 la réunion des chefs d'entreprises allemandes avec le directeur de la
 "liquidation de transferts", il avait reçu l'autorisation d'embaucher
 100 nouveaux ouvriers. Toutes les entreprises avaient obtenu des augmen-
 tations de contingents. A elles seules, les 3 plus grandes fabriques
 de Schmitz et la fabrique de parapluies pour l'armée, avaient
 obtenu une augmentation totale de 40.000 ouvriers; familles comprises,
 c'était le salut pour 150.000 personnes!

Le directeur nous tranquillisa. Il nous dit ne pas comprendre la raison de cette panique: les officiers SS avaient donné l'assurance formelle, à tous les chefs d'entreprise allemands, que les ouvriers et leurs familles resteraient à Varsovie; bien plus, ils avaient même ordonné d'ouvrir des cuisines communautaires pour le personnel et des écoles pour les enfants des ouvriers.

Le directeur commença à embaucher de nouveaux ouvriers. Nous travaillâmes à quatre, jour et nuit, à l'établissement des listes: questionnaires d'identité, photographies, cartothèques, listes pour notre entreprise, pour l'office du travail, pour le "Rüstungskommando", pour la commission de "transfert". Entre temps, on avait apporté de l'imprimerie les "Ausweis" qui devaient remplacer les attestations provisoires de la maison. Il fallait les remplir avec précision, conformément aux listes, y joindre le numéro d'ordre, la photographie, la signature de chaque ouvrier. Mais ils étaient encore sans valeur, dépourvus du sceau du "Rüstungskommando". Nous travaillâmes toute la nuit. A 8 heures du matin, le directeur porta les "Ausweis" au major Hassler. Nous attendîmes son retour pendant des heures entières, avec quelle impatience! Comme toutes les entreprises avaient envoyé leurs "Ausweis" à l'estampillage, celui-ci durerait certainement plusieurs jours. Nous n'osions rentrer à la maison munis de la seule attestation provisoire, que beaucoup de SS ne reconnaissaient point comme valable; souvent ils l'avaient tout simplement déchirée. Mais tout se passa bien: quelques heures après, le directeur revint avec les "Ausweis" estampillés. Il nous fallait maintenant nous procurer une caisse de cigares; le directeur les avait promis à l'employé qui s'était occupé si promptement de nos "Ausweis". Mais où trouver des cigares, dans le Ghetto? La secrétaire nous promit d'en rapporter de la ville "aryenne".

Nous montons nos nouveaux papiers à des miliciens juifs; ils sont de toute grande valeur, nous assurent-ils; munis de ces "Ausweis", nous pouvions aller en toute sécurité au "centre de rassemblement": nous y serions libérés. Le service d'ordre juif n'a pas le droit d'arrêter le possesseur d'un papier portant l'estampille de l'"oiseau", c'est-à-dire: l'aigle à la croix-gammée.

Au troisième jour de l'"action" d'extermination, l'ingénieur Czerniakow, président du Judenrat, se suicida. La Gestapo avait voulu l'obliger à signer l'ordonnance de "transfert". Son geste fit une impression énorme dans le Ghetto. Czerniakow jouissait de l'estime générale. Contrairement à presque tous les autres membres du Judenrat, la population juive le considérait comme un homme aux mains propres. Mais ses pouvoirs étaient très réduits comparativement à sa position. Ce n'était un secret pour personne que la gestapo avait placé dans le Judenrat ses propres gens, qui étaient les maîtres véritables du Ghetto. Chacun savait aussi que Czerniakow ne faisait pas partie de cette clique.

La population juive se sentit d'autant plus abandonnée; l'homme qui avait défendu les vrais intérêts du Ghetto, n'était plus. Si celui qui connaissait la véritable situation avait préféré laisser la population juive sans chef, il était clair pour chacun qu'une gigantesque catastrophe approchait. Czerniakow avait tenté d'éviter cette catastrophe; en vain: il n'en avait pas le pouvoir. Sa vie perdait tout sens; il ne voulait pas prêter son nom aux assassins, il ne voulait pas signer

Après la publication de l'ordonnance, le moral remonta quelque peu. Mais

La direction nous tranquillisa. Il nous dit ne pas comprendre la raison de cette punition les officiers se valent donné l'assurance personnelle, à tous les chefs d'entreprises allemands, que les ouvriers de leurs familles resteraient à Varsovie; bien plus, ils avaient même donné d'écrire des certaines communications pour le personnel et des notes pour les enfants des ouvriers.

La direction commença à empaqueter de nouveaux ouvriers. Nous terminâmes à quatre, jour et nuit, à l'établissement des listes: listes d'identité, photographies, cartographies, listes pour notre entreprise, pour l'office du travail, pour le "Rüstungskommando", pour la commission de "transport". Entre temps, on avait apporté de l'imprimerie les "Anweisung" qui devaient remplir les attestations provisoires de la maison. Il fallait les remplir avec précision, conformément aux listes, y joindre le numéro d'ordre, la photographie, la signature de l'ouvrier. Mais ils étaient encore sans valeur, dépourvus du sceau du "Rüstungskommando". Nous travaillâmes toute la nuit. A 8 heures du matin, la direction porta les "Anweisung" au major Hasler. Nous attendîmes son retour pendant des heures entières, avec quelle impatience! Comme toutes les entreprises avaient envoyé leurs "Anweisung" à l'establi- ssement, celui-ci dut certainement plusieurs jours. Nous n'allâmes à la maison mais de la seule attestation provisoire, que nous nous ne reconnaissions point comme valable; souvent ils devaient tout simplement déchirer. Mais tout se passa bien: quelques heures après, la direction revint avec les "Anweisung" estampillées. Il nous fallait maintenant nous procurer une adresse de cigares; la direc- tion les avait promis à l'employé qui avait occupé et promptement de les "Anweisung". Mais on trouva des cigares, dans le ghetto? La direc- tion nous promit d'en rapporter de la ville "aryenne".

Nous montrâmes nos nouveaux papiers à des miliciens juifs; ils nous en firent de grandes valeurs, nous rassurèrent-ils; mais de ces "Anweisung", nous ne pouvions aller en toute sécurité au "centre de rassemblement": nous y étions libérés. Le service d'ordre juif ne pas le droit d'arrêter le passeur d'un papier portant l'estampille de l'"aryen", c'est-à-dire: l'allemand à la croix-germée.

Au troisième jour de l'"action" d'extermination, l'ingénieur Ger- lakow, président du Judenrat, se suicida. La Gestapo avait voulu l'ob- tenir à signer l'ordonnance de "transport". Son geste fit une impression énorme dans le ghetto. Czerniakow jouissait de l'estime générale. Con- trairement à presque tous les autres membres du Judenrat, la population juive le considérait comme un homme aux mains propres. Mais ses pouvoirs étaient très réduits comparativement à sa position. Ce n'était un sec- rétaire pour personne que la Gestapo avait placé dans le Judenrat ses prop- res gens, qui étaient les maîtres véritables du ghetto. Czerniakow savait bien que Czerniakow ne faisait pas partie de cette clique.

La population juive se sentit d'autant plus abandonnée; l'homme qui avait défendu les vrais intérêts du ghetto, n'était plus. Si celui-ci connaissait la véritable situation avait préféré laisser la popula- tion juive sans chef, il était clair pour chacun qu'une gigantesque catastrophe approchait. Czerniakow avait tenté d'écrire cette catastrophe à venir; il n'avait pas le pouvoir. Sa vie perdait tout sens; il ne pouvait pas protéger son nom aux assassins, il ne voulait pas signer

le jour suivant, on sut le préc...

l'arrêt de mort du Ghetto. Appeler à la résistance, l'organiser? Il était trop faible pour cela. Et son entourage ne le lui aurait pas permis. Cette caste privilégiée pensait toujours encore être immunisée contre le danger. Le "Judenrat" et le service d'ordre juif eussent été rendus responsables en première ligne d'une résistance. D'autre part, cette tentative aurait certainement échoué, car personne n'en était encore arrivé au point de sacrifier parents, femmes et enfants; plus de 350.000 personnes se berçaient encore d'illusions de sécurité; on ne connaissait encore rien de précis sur le sort des déportés; on parlait encore peu de gaz. Czerniakow laissa ainsi la population dans le doute, car il le savait, ou du moins pressentait. Il ne s'était certainement pas suicidé par lâcheté devant les difficultés, mais il ne pouvait plus rien faire pour les surmonter. Le Ghetto ne comprit malheureusement pas cet avertissement.

Je me tenais profondément impressionné, devant l'immeuble de la Communauté, rue Grzybowska, lorsque la vulgaire caisse contenant le cadavre de Czerniakow fut chargée sur une simple voiture. Ordre formel des autorités allemandes? Personne ne devait accompagner le corps. Seuls quelques rares fonctionnaires du Judenrat, qui se trouvaient à ce moment-là dans le bâtiment de la communauté, entouraient la voiture. Il était difficile de réaliser que ce simple véhicule, qui disparut rapidement dans la rue Zelazna, emportait vers son dernier domicile le premier homme du Ghetto.

Quelques heures après la mort de Czerniakow parurent les ordonnances officielles que le malheureux avait refusé de signer. Il y était stipulé que tous les habitants du quartier juif de Varsovie étaient contraints au "transfert à l'est"; à l'exception des groupes de personnes suivantes:

- les membres du Judenrat,
- les médecins et le personnel sanitaire,
- tous les membres d'institutions sociales (Toz, Brius, Entr'aide juive),
- les membres du service d'ordre.
- les membres du service de sauvetage.

En outre, n'étaient pas touchés par l'ordonnance: tous les hommes et toutes les femmes travaillant pour des autorités allemandes ou dans des entreprises dépendant d'elles.

Tous les hommes et toutes les femmes aptes au travail, qui, jusqu'au 25 juillet 1942, n'étaient pas encore occupés dans une des entreprises sus-indiquées, pouvaient se faire enregistrer à cet effet à l'office du travail. Les membres des familles de toutes les personnes exclus du "transfert" restaient aussi à Varsovie; n'étaient considérés comme "membres de la famille" que les épouses et les enfants.

Les "transférés" pouvaient emporter des bagages à main, ainsi que de l'argent et des bijoux à volonté.

Maintenant, on savait "officiellement" à quoi s'en tenir. L'opinion généralement répandue était confirmée: n'était déportée que la population inapte au travail, soit 12 % de la population totale, au plus. Après la publication de l'ordonnance, le moral remonta quelque peu. Mais

l'arrêt de mort du ghetto. Appeler à la résistance, l'organiser? Il y avait trop faible pour cela. Et son entourage ne le lui aurait pas permis. Cette sorte privilégiée pensait toujours encore être immunisée contre le danger. Le "Judenrat" et le service d'ordre juif avaient été créés dans le ghetto en première ligne d'une résistance. D'autre part, cette tentative aurait certainement échoué, car personne n'en était venu au point de servir parents, femmes et enfants; plus de 350.000 personnes se seraient encore d'illusions de sécurité; on ne connaissait encore rien de précis sur le sort des déportés; on n'avait encore pu de gaz. Czerniakow faisait ainsi la population dans le ghetto, car il le savait, ou du moins pressentait. Il ne s'était certainement pas suicidé par l'échec devant les difficultés, mais il ne pouvait pas rien faire pour les surmonter. Le ghetto ne comptait malheureusement pas de surcroît.

Le me tennais profondément impressionné, devant l'impuissance de la communauté, rue Grzybowska, lorsque la vulgaire calaise contenant le cadavre de Czerniakow fut chargée sur une simple voiture. Ordre formel de ne laisser personne ne devait accompagner le corps. Seuls quelques rares fonctionnaires du Judenrat, qui se trouvaient à ce moment-là dans le bâtiment de la communauté, entouraient la voiture. C'était difficile de réaliser que ce simple véhicule, qui disparaissait dans la rue Sileska, emportait vers son dernier domicile le premier homme du ghetto.

Quelques heures après la mort de Czerniakow parurent les ordonnances officielles que le malheureux avait refusé de signer. Il y était stipulé que tous les habitants du quartier juif de Varsovie étaient enrôlés au "transfert à l'est"; à l'exception des groupes de personnes suivantes:

- les membres du Judenrat,
- les médecins et le personnel sanitaire,
- tous les membres d'institutions sociales (Tos, Britas, Entraide juive),
- les membres du service d'ordre,
- les membres du service de sauvetage.

En outre, n'étaient pas touchés par l'ordonnance: tous les hommes et toutes les femmes travaillant pour des autorités allemandes ou dans des entreprises dépendant d'elles.

Tous les hommes et toutes les femmes aptes au travail, qui, jus- qu'au 25 juillet 1942, n'étaient pas encore occupés dans une des entreprises sus-indiquées, pouvaient se faire enrôler à cet effet à l'office du travail. Les membres des familles de toutes les personnes enrôlées au "transfert" restaient aussi à Varsovie; n'étaient considérés comme "membres de la famille" que les épouses et les enfants.

Les "transférés" pouvaient emporter des bagages à main, ainsi que l'argent et des bijoux à volonté.

Maintenant, on avait "officiellement" à quoi s'en tenir. L'opinion publique répondait à cette confirmation: n'était déportée que la population juive au travail, soit 12 % de la population totale, au plus. Mais dès la publication de l'ordonnance, le moral remonta quelque peu.

le jour suivant, on eut la preuve que l'ordonnance n'était pas respectée. Des détenteurs d'"Ausweis" réglementaires furent capturés dans des rafles, amenés "au centre de rassemblement et ne revinrent plus. Des ouvriers, à leur retour du travail, ne trouvèrent plus leurs femmes et enfants à la maison. Malgré les "attestations de famille", que les SS ukrainiens et les "Junaken" se refusaient d'ailleurs à lire, - ils en étaient même parfois incapables - tous les habitants des maisons "bloquées" sans exception étaient amenés au centre de rassemblement. Dans certains cas isolés, des jeunes femmes furent renvoyées chez elles; mais si elles avaient des enfants avec elles, aucun papier ne pouvait plus les libérer. Les SS s'"intéressaient" tout particulièrement aux enfants, menant contre eux une lutte sans pitié, où toute intervention était vouée à un échec certain. Il était plus facile d'obtenir la libération de dix hommes que celle d'un enfant.

Tant que des wagons étaient encore vides on "embarquait" tout le monde, sans contrôle aucun de documents.

Des scènes déchirantes se déroulèrent dans le bureau de notre fabrique. Des ouvriers s'annonçaient au directeur et le suppliaient de sauver leurs femmes et leurs enfants, emmenés en leur absence au centre de rassemblement. Des femmes se lamentaient: leurs maris n'étaient pas revenus du travail, des SS les avaient arrêtés en route. Sans discontinuer, le bureau envoyait des requêtes à la commission de "transfert", à la direction du service d'ordre et aux commandants du "centre de transfert". On réussit parfois, grâce à ces interventions, à faire libérer des ouvriers de l'entreprise qu'on avait pu retrouver dans le chaos de la place Stawki. Cela n'était possible que si les SS disposaient d'assez de victimes pour leur transport quotidien.

Notre directeur envoya une délégation de 3 gardes d'usine au "centre de rassemblement"; ils portaient un panneau où était inscrit le nom de notre maison. Tout ouvrier de l'entreprise qui se trouvait là, pouvait ainsi s'adresser aux gardes d'usine et demander leur intervention auprès du commandant de la place de "transfert". Cette tactique fut quelquefois couronnée de succès.

5 jours déjà après le début de la déportation, le service d'ordre annonça à toutes les entreprises que le détachement Reinhardt lui avait ordonné de ne plus reconnaître comme valable les certificats "Ausweis" établis par le "Rüstungskommando". Les SS demandaient que les cartes d'identité portant l'estampille rouge du chef des SS et de la police, détachement Reinhardt.

Cette ordonnance affola toute la population. Et tandis que les gens ne se préoccupaient que de nouveaux papiers et de nouvelles estampilles, 10.000 personnes allaient à la mort, chaque jour.

On rassembla toutes les cartes d'identité de nos ouvriers. L'entreprise devait les envoyer à l'Office du travail pour contrôle. L'inspecteur Ziegler vérifierait et signerait lui-même les listes. Puis, listes et cartes d'identité contrôlées passaient au bureau du service d'ordre, où quelques SS du détachement Reinhardt les munissaient de leur sceau. Combien de protection ne fallait-il pas mettre en action à l'Office du travail et au service d'ordre pour recevoir finalement

le jour suivant, on eut la preuve que l'ordonnance n'était pas respectée. Des détentés d'"Anawata" réglementaires furent capturés dans les rues, emmenés au centre de rassemblement et ne revinrent plus. Des ouvriers, à leur retour du travail, ne trouvèrent plus leurs femmes et enfants à la maison. Malgré les "attestations de famille" que les SS ukrainiens et les "Jankhen" se retiraient d'ailleurs à l'égard, ils ne furent même parfois inspectés - tous les habitants des maisons "bielles" sans exception étaient amenés au centre de rassemblement. Dans certains cas isolés, des femmes furent renvoyées chez elles; mais si elles avaient des enfants avec elles, aucun papier ne pouvait être libéré. Les SS s'"intéressaient" tout particulièrement aux enfants, menant contre eux une lutte sans pitié, où toute intervention était vouée à un échec certain. Il était plus facile d'obtenir la libération de dix hommes que celle d'un enfant.

Tout ce que les wagons étaient encore vides on "embarquait" tout le monde, sans contrôle aucun de documents.

Des scènes déchirantes se déroulaient dans le bureau de notre fabrique. Des ouvriers s'occupaient de faire et de compléter les dossiers de leurs femmes et leurs enfants, émancipés en leur absence au centre de rassemblement. Des femmes se lamentaient; leurs maris n'étaient pas revenus du travail, des SS les avaient arrêtés en route. Sans discontinuer, le bureau envoyait des rapports à la commission de "transport", à la direction du service d'ordre et aux commandants du "centre de transfert". On réussit parfois, grâce à ces interventions, à faire libérer des ouvriers de l'entreprise qu'on avait pu retrouver dans le sous-sol de la place Stawki. Cela n'était possible que si les SS disposaient d'assez de victimes pour leur transport quotidien.

Notre directeur envoya une délégation de 3 gardes d'usine au "centre de rassemblement"; ils portèrent un panneau où était inscrit le nom de notre maison. Tout ouvrier de l'entreprise qui se trouvait là, pouvait ainsi s'adresser aux gardes d'usine et demander leur intervention auprès du commandant de la place de "transfert". Cette mesure fut quelquefois couronnée de succès.

5 jours après le début de la déportation, le service d'ordre annonça à toutes les entreprises que le détachement Reinhardt lui avait ordonné de ne plus reconnaître comme valide les certificats "Anawata" établis par le "Raswagkommando". Les SS demandaient que les cartes d'identité portant l'estampille rouge du chef des SS de la police, détachement Reinhardt.

Cette ordonnance affecta toute la population. Et tandis que les SS ne se préoccupaient que de nouveaux papiers et de nouvelles estampilles, 10.000 personnes vivaient à la mort, chaque jour.

On rassembla toutes les cartes d'identité de nos ouvriers. L'ordre devait les envoyer à l'Office du travail pour contrôle. L'inspecteur Ziegler vérifierait et signerait lui-même les listes. Puis, les cartes d'identité contrôlées passaient au bureau du service d'ordre, où quelques SS du détachement Reinhardt les manipulaient de leur sang. Complaisamment ne fallait-il pas mettre en action l'Office du travail et au service d'ordre pour recevoir finalement

cette estampille rouge des SS!! On peut à peine se faire une idée, aujourd'hui, de ce que signifiait cette course aux documents officiels. Une estampille décidait d'une vie. En outre, il y avait danger de mort à quitter la fabrique. Les rues étaient désertes, les SS tiraient sans cesse dans les fenêtres, on courait le risque d'être pris dans une rafle: et alors, tous les "Ausweis" du monde ne pouvaient plus sauver.

A la suite de cette ordonnance sur les cartes d'identité, la situation s'aggrava considérablement. Il apparut que bien des ouvriers ne possédaient pas de carte d'identité; aucune femme n'en avait non plus. Quant aux vieillards âgés de plus de 60 ans et aux femmes âgées de plus de 55 ans, il était interdit à l'Office du travail de leur délivrer aucune carte; ce qui signifiait pour ces gens: impossibilité de se faire embaucher. Une lutte nouvelle commença pour les cartes d'identité. De nouveau, des "queues" devant notre bureau, des questionnaires à remplir; de nouveau, des listes, de la paperasserie jour et nuit...

Enfin! nous en avons fini avec les listes, au bureau. Mais l'Office du travail a épuisé tous ces formulaires. Son directeur, le Dr. Aronson, m'en donne un modèle. Une carte d'identité se compose de 5 formulaires différents: l'un revient à l'intéressé, les autres sont répartis dans diverses sections. Tout l'appareil administratif de l'Office du travail respecte encore à la lettre les ordonnances allemandes. Je porte le modèle reçu à une imprimerie de la rue Leszno, la seule imprimerie du Ghetto qui travaille encore: elle édite les ordonnances pour le "Judenrat" et la commission de "transfert". On me promet les formulaires pour le lendemain, premier dimanche depuis le commencement de l'"action de transfert". Peut-être nous laissera-t-on un jour tranquille? Au début de la matinée déjà, de nombreux membres de notre personnel manquent à l'appel. La liste nominative doit continuellement être remaniée, les lacunes sont aussitôt comblées par l'embauche de nouveaux ouvriers, qui attendent toujours en masse devant la porte. Toutes les interventions s'avèrent désormais inopérantes: samedi, personne n'est revenu du "centre de rassemblement".

L'après-midi, soudain, la foule qui stationnait dans la cour se précipite dans les ateliers. Les gardes tentent en vain de la retenir. "La rafle! la rafle!" Tout le monde hurle. Les SS poussent dans notre direction. Le directeur est absent, la secrétaire aussi: c'est dimanche. Je téléphone, mais ne puis obtenir de communication.

Des coups de feu claquent dans la cour. "Tous les Juifs dehors!" Le cri terrifiant retentit dans le Ghetto. Par la fenêtre, nous voyons les "Juncken" et les SS ukrainiens pénétrer dans la cour. Que faire? D'après les ordonnances, nous ne sommes pas obligés de descendre: nous nous trouvons dans une entreprise travaillant pour la défense nationale allemande. Et nos "Ausweis" précisent textuellement que nous ne tombons pas sous le coup de la déportation. Les contre-maîtres délibèrent rapidement: on ne descendra pas! Il faut verrouiller les portes des ateliers; mais les gens qui se pressent dans les escaliers enfoncent les portes, tous veulent se mettre à l'abri dans la fabrique.

ce qui m'est cher se trouvent là devant, par moi ces gens. Je ne puis pas rester seul.

... cette assemblée... On peut à peine se faire une idée...
aujourd'hui, de ce que signifiait cette course aux documents officiels...
une assemblée dévalait d'une vie. En outre, il y avait danger de
sort à quitter la fabrique. Les rues étaient désertes, les SS tiraient
sans cesse dans les fenêtres, on courait le risque d'être pris dans
une rafle; et alors, tous les "Anawits" du monde ne pouvaient plus
arriver.

A la suite de cette ordonnance sur les cartes d'identité, la si-
tuation s'aggrava considérablement. Il apparut que bien des ouvriers
ne possédaient pas de carte d'identité; certains formaient une liste non
plus. Quant aux vieillards âgés de plus de 60 ans et aux femmes âgées
de plus de 55 ans, il était interdit à l'Office du travail de leur
fournir aucune carte; ce qui signifiait pour ces gens: impossibilité
de se faire employer. Une liste nouvelle commença pour les cartes
d'identité. De nouveau, des "quenes" devant notre bureau, des ques-
tionnaires à remplir; de nouveau, des listes, de la paperasserie
sans fin...

Enfin nous en avons fini avec les listes, au bureau. Mais l'Of-
fice du travail a épuisé tous ses formidables. Son directeur, le Dr.
Grossman, nous donna un modèle. Une carte d'identité se compose de 5
formulaires différents: l'un revient à l'intéressé, les autres sont
réparties dans diverses sections. Tout l'appareil administratif de
l'Office du travail repose encore à la lettre les ordonnances alle-
mandes. Je porte le modèle tout à une imprimerie de la rue Leszno,
la seule imprimerie du ghetto qui travaille encore: elle édite les
ordonnances pour le "Judenrat" et la commission de "transfer". On
se promet les formulaires pour le lendemain, premier dimanche depuis
le commencement de l'"action de transfert". Pour-être nous laissera-
-t-on un jour tranquilles? Au début de l'été, de nombreux ma-
lades de notre personnel manquent à l'appel. La liste nominative doit
continuellement être remise, les listes sont quasi complètes
par l'empoussiement de nouveaux ouvriers, qui attendent toujours en masse
devant la porte. Toutes les interventions s'avèrent désormais inopran-
tes: samedi, personne n'est revenu du "centre de rassemblement".

L'après-midi, soudain, le foule qui stationnait dans la cour se
redressa dans les ateliers. Les gardes tentent en vain de la retenir.
Le rafle! Le rafle! Tout le monde hurle. Les SS passent dans notre
direction. Le directeur est absent, le secrétaire aussi; c'est diman-
che. Le téléphone, mais ne peut obtenir de communication.

Des coups de feu éclatent dans la cour. "Tous les Juifs dehors!"
On criait retentit dans le ghetto. Par la fenêtre, nous voyons
les "Judenrat" et les SS ukrainiens pénétrer dans la cour. Que faire?
Après les ordonnances, nous ne sommes pas obligés de descendre; nous
nous trouvons dans une entreprise travaillant pour la défense nationale.
Et nos "Anawits" prédisent textuellement que nous ne
serons pas sous le coup de la déportation. Les contre-maîtres éditent
régulièrement: on ne descend pas! Il faut verrouiller les portes
des ateliers; mais les gens qui se pressent dans les escaliers enfon-
cent les portes, tous veulent se mettre à l'abri dans la fabrique.

Les premiers Ukrainiens apparaissent déjà au bas de l'escalier et tirent dans la foule, prise de panique. A la vue des malheureux roulant dans leur sang, nous sommes tous saisis d'une terreur effroyable et nous nous précipitons hors des ateliers, dans la cour. Des SS nous ordonnent de nous placer par rangs de 4 dans la rue, tandis que d'autres fouillent la fabrique de fond en comble. Ils y découvrent quelques femmes qui s'étaient cachées sous un tas de toiles: elles sont aussitôt fusillées.

Le petit Ghetto tout entier est bloqué. Dans la rue, de longues colonnes de gens attendent. A une centaine de mètres de notre fabrique se trouve le home d'enfants de Korczak. Inconcevable! les SS font sortir tous les enfants! Les soeurs, vêtues de blanc, conduisent les enfants, alignés comme nous en colonnes, par rangs de quatre. Les canons des armes automatiques tiennent aussi sous leur menace ces petits êtres, des orphelins de 2 à 3 ans pour la plupart. Korczak lui-même, l'écrivain bien connu, auteur de nombreux livres pour les enfants, est au premier rang, portant sur les bras deux de ses petits protégés. On place les enfants devant nous, qui formons la queue de cette colonne de 15.000 personnes qui, ce dimanche-là, furent conduites à la mort. Ainsi disposés, nous attendons pendant 3 heures, jusqu'à ce que les SS aient fouillé toutes les maisons. L'état-major du détachement Reinhardt est là, au complet; les officiers, montés dans trois automobiles, contrôlent le déroulement de l'opération.

Je me trouve au premier rang du personnel de notre entreprise. Une seule idée m'obsède: "Il faut filer d'ici; téléphoner au directeur, l'avertir!" Tout près de moi, un homme du service d'ordre, qui surveille notre groupe. Je lui souffle: "Montez au bureau et téléphonez!" Rien à faire, il ne peut quitter sa place sans risquer sa vie. Je lui demande si je peux essayer moi-même... "Taisez-vous! Ne bougez pas! Les Ukrainiens tirent au moindre mouvement!"

Désespoir! la colonne s'ébranle déjà... Je sors du rang, traverse la rue et m'adresse à un SS; il tient sous le bras une courte mitrailleuse, dont il braque le canon sur moi. Je m'annonce comme le gardien de cette fabrique, qui est de grande importance pour l'armée allemande. Comme tout est resté ouvert, il faut que je monte, l'affaire d'un instant, pour cadonasser les salles aux machines et le dépôt de marchandises. "Mais faites vite!" vocifère-t-il. Je me précipite dans le bureau et téléphone. Dieu merci! le directeur me répond lui-même. Il me promet d'intervenir immédiatement. Je descends juste à temps pour voir la colonne tourner dans la rue Zelazna (Eisenstrasse). Ici, pas un SS, pas un Ukrainien, je suis seul, un seul homme, dans les rues maintenant désertes...

Ma famille, mes amis, tous sont partis! Moi seul, seul parmi 15.000, par un pur hasard, je suis sauvé! Je ne puis le réaliser. Je veux rejoindre les êtres qui me sont chers. Je me mets à courir...

Des miliciens à bicyclette ferment la marche de la colonne. Un homme de ma connaissance m'arrête. Il me prend pour complètement fou; comment peut-on courir à la poursuite de la mort? Je lui raconte que tout ce qui m'est cher se trouvent là-devant, parmi ces gens. Je ne puis pas rester seul.

Les premiers Ukrainiens apparaissent déjà au bas de l'escalier et tiennent dans la foule, pris de panique. A la vue des malheureux roulant dans leur sang, nous sommes tous saisis d'une terreur effroyable et nous nous précipitons hors des ateliers, dans la cour. Des SS nous ordonnent de nous placer par rangs de 4 dans la rue, tandis que d'autres fouillent le fabrique de fond en comble. Ils y découvrent quelques femmes qui s'étaient cachées sous un tas de toiles: elles sont aussitôt tuées.

Le petit Ghetto tout entier est bloqué. Dans la rue, de longues colonnes de gens attendent. A une certaine de mètres de notre fabrique se trouve le home d'enfants de Korozak. Inevitablement les SS font sortir tous les enfants! Les sœurs, vêtues de blanc, conduisent les enfants, lignes comme nous en colonnes, par rangs de quatre. Les canons des crues automatiques tiennent aussi sous leur menace ces petites êtres, des orphelins de 2 à 3 ans pour la plupart. Korozak lui-même, l'écrivain bien connu, auteur de nombreux livres pour les enfants, est au premier rang, portant sur les bras deux de ses petites protégées. On place les enfants devant nous, qui formons la queue de cette colonne de 15.000 personnes qui, ce dimanche-là, furent conduites à la mort. Ainsi dis-je, nous attendons pendant 3 heures, jusqu'à ce que les SS aient fouillé toutes les maisons. L'état-major du détachement Reinhardt est là, au complet; les officiers, montés dans trois automobiles, contrôlent le déroulement de l'opération.

Je me trouve au premier rang du personnel de notre entreprise. Une seule idée m'obsède: "Il faut fuir à tout prix! Téléphonez au directeur, 'avertissez!' Tout près de moi, un homme du service d'ordre, qui surveille notre groupe. Je lui souffle: "Entrez au bureau et téléphonez!" Rien à faire, il ne peut douter de sa place sans risquer sa vie. Je lui demande si je peux essayer moi-même... "Taisez-vous! Ne bougez pas! Les Ukrainiens tiennent au moindre mouvement!"

Désespoir! La colonne s'ébranle déjà... Je cours du rang, traverse la rue et m'adresse à un SS; il tient sous le bras une courte mitraillette, dont il presse la crosse sur moi. Je m'annonce comme le gardien de cette fabrique, qui est de grande importance pour l'armée allemande. Comme tout est resté ouvert, il faut que je monte, l'affaire d'un instant, pour adoucir les salles aux machines et le dépôt de marchandises. "Mais faites vite!" vocifère-t-il. Je me précipite dans le bureau et téléphone. Dieu merci! le directeur me répond lui-même. Il me promet d'intervenir immédiatement. Je descends juste à temps pour voir la colonne tourner dans la rue Kolonna (Eisenstrasse). Ici, pas un SS, pas un Ukrainien, je suis seul, un seul homme, dans les rues maintenant désertes...

Ma famille, mes amis, tous sont partis! Moi seul, seul parmi 15.000, par un pur hasard, je suis survécu! Je ne puis le réaliser. Je veux rejoindre les êtres qui me sont chers. Je me mets à courir...

Des mitrailleurs à bicyclette forment la marche de la colonne. Un homme de ma connaissance m'arrête. Il me prend pour complètement fou; comment peut-on courir à la poursuite de la mort? Je lui raconte que tout ce qui m'est cher se trouvent là-bas, parmi ces gens. Je ne puis pas rester seul.

"Tu ne peux leur être d'aucun secours, me répond-il. Si tu entres dans le rang, à côté d'eux, tu seras "embarqué" comme eux!" Je le supplie de me prêter son vélo pour aller au "centre de rassemblement"; peut-être les chefs du service d'ordre pourront-ils m'aider, je connais personnellement quelques-uns d'entre eux. Il me confie son vélo. Je rattrape la colonne, fait signe en passant aux miens, vois leurs regards suppliants. En 15 minutes, je parviens au "centre de rassemblement". La place est gardée par des SS ukrainiens et des "Junaken". Comme je passe devant une sentinelle, celle-ci me met en joue. Personne ne doit pénétrer ici. Des milliers d'êtres humains sont poussés, à travers cette place, vers les wagons: Je tente de pénétrer par d'autres endroits: peine perdue. Un milicien juif, à qui je raconte tout, promet de m'aider: "Attendez-moi ici, je vais vous apporter un brassard blanc, que portent tous les employés juifs du "centre de rassemblement" chargés de distribuer le pain et la marmelade aux volontaires; ce brassard leur permet d'entrer et de sortir librement".

La gestapo avait ordonné de remettre à tout candidat volontaire au "transfert" 3 kg. de pain et 1 kg. de marmelade; les nazis utilisaient ainsi l'épouvantable famine qui régnait dans le Ghetto pendant la durée de l'"action" pour attirer des milliers de personnes dans un guet-apens criminel. Pour 1 kg. de pain - qui coûtait, avant les "transferts" 8 à 10 zlotys, quand on pouvait en trouver! - que n'aurait-on pas fait? Il n'est donc pas étonnant qu'il se soit trouvé beaucoup de gens qui, pour quelques kilos de pain, montèrent dans les wagons. Personne alors ne se doutait, toutefois, que le pain voyageait aller et retour: en effet, 4 heures après que le volontaire eût touché sa ration au départ, il était déjà gazé à Treblinka. Et lorsque pain et marmelade s'étaient accumulés en quantité suffisante dans ce camp, on renvoyait le stock à Varsovie. Ainsi, les mêmes denrées pouvaient servir d'appât à plusieurs reprises.

- o - o -

AU "CENTRE DE RASSEMBLEMENT" .

=====

Au bout de quelques minutes, je reçois le brassard promis; la sentinelle me laisse passer. J'avance jusqu'à la porte du "centre de rassemblement".

Devant la porte se tiennent quelques chefs du service d'ordre; je connais l'un d'eux, un nommé Rothe, qui porte deux étoiles à sa casquette. Quelques mètres plus loin, l'état-major de la commission de "transfert", composé uniquement de chefs SS. Tout le convoi défile devant eux. A coups de cravaches, ils chassent vers la rampe les malheureux qui tiennent à la main leurs "Ausweis". Documents officiels, estampilles, papiers ne sont ici d'aucun secours, on ne les regarde même pas. Tout ce qui, hier encore, avait une certaine valeur, l'a totalement perdue aujourd'hui. Des wagons vides attendent sur la voie; tant que le dernier de ces wagons ne sera pas bondé, il n'y aura pas de contrôle de papiers.

Je raconte à Rothe ce qui s'est passé. "Tenez-vous tranquille, me